

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°635 – 26 juin 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

### Régional

#### Publication du rapport de la BCEAO sur l'évolution des prix à la consommation au sein de l'UEMOA

Selon le rapport annuel de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), le taux d'inflation moyen dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) s'est établi à 0 % en 2025, après 3,5 % en 2024. Ce ralentissement reflète principalement la baisse des prix des services de restauration (-1,6 % en g.a), de la santé (-1,4 % en g.a) et de l'ameublement (-1 %), ainsi que la décélération de la hausse des prix des produits alimentaires (+0,5 %, après +4,7 % en 2024) et du logement (+1,3 %, après +3,7 %). La BCEAO attribue cette évolution à l'amélioration de l'offre alimentaire, soutenue par une progression de la production céréalière de 3 % lors de la campagne 2024/2025 et de 6,8 % en 2025/2026, ainsi qu'aux mesures de soutien à la sécurité alimentaire et énergétique mises en œuvre par plusieurs États. Pour 2026, la BCEAO anticipe à ce stade une inflation moyenne de 1,6 %, puis 2,1 % en 2027, des niveaux compatibles avec son objectif de stabilité des prix.

#### 2 Md USD de l'IFTC pour soutenir le développement du secteur privé en Afrique de l'Ouest

Le 19 juin 2026, la Société internationale islamique de financement du commerce (IFTC) a signé, en marge des Assemblées annuelles du Groupe de la Banque islamique de développement (BID), de nouveaux

Le chiffre à retenir

0 %

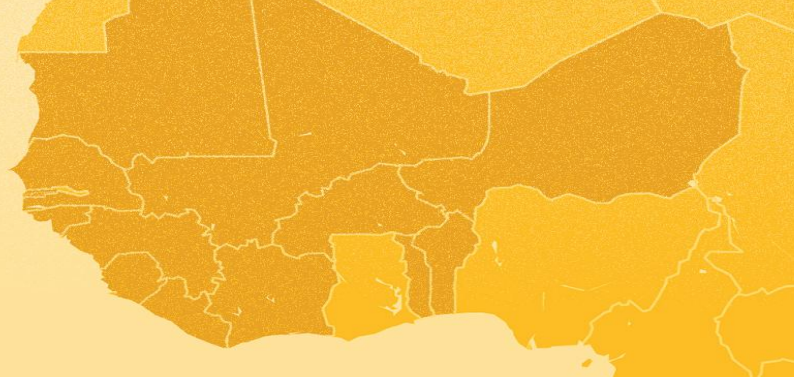
Taux d'inflation moyen dans l'UEMOA en 2025

Accords-Cadres avec 3 pays d'Afrique de l'Ouest pour un montant total de 2 Md USD. Cette enveloppe se décompose ainsi : (i) 1 Md USD pour l'Accord-Cadre 2026-2030 avec le [Burkina Faso](#), afin de soutenir l'agriculture, l'énergie, la santé et le développement du secteur privé ; (ii) 750 M USD pour l'Accord-Cadre 2026-2029 avec la [Côte d'Ivoire](#) pour soutenir le développement industriel et la croissance du secteur privé et (iii) 250 M USD pour l'Accord-Cadre 2026-2029 avec la [Gambie](#) pour soutenir la sécurité énergétique, alimentaire et le développement du secteur privé. En parallèle de ces signatures, le ministre de l'Économie et des Finances burkinabè, Aboubakar Nacanabo, a été élu président du Conseil des Gouverneurs de la BID pour un mandat d'un an.

### Bénin

#### Déplacement du président à l'UE pour un partenariat renforcé

Le 24 juin dernier, le Président du Bénin a rencontré le Président du Conseil européen et la Présidente de la Commission européenne afin d'intensifier le partenariat entre le Bénin et l'Union européenne. Trois priorités ont été identifiées pour renforcer la coopération bilatérale : (i) la transformation économique via



l'industrialisation, l'emploi des jeunes et le développement des corridors autour du Port de Cotonou ; (ii) le développement territorial et la sécurité dans le nord du pays et (iii) le financement d'infrastructures durables dans les domaines des énergies renouvelables, des transports et de l'agriculture, notamment à travers la Global Green Bond Initiative. La Présidente de la Commission européenne a également mis en avant la stratégie Global Gateway, qui permet à l'UE de soutenir le Bénin dans la construction d'infrastructures, le développement des compétences et l'accès au financement.

### Le Bénin et le Niger conviennent d'œuvrer à la réouverture de leur frontière

Le 2 juin 2026, le président béninois Romuald Wadagni [a effectué](#) une visite officielle à Niamey, où il s'est entretenu avec le président nigérien afin de relancer la coopération bilatérale entre les deux pays. À l'issue de cette rencontre, les deux chefs d'État ont réaffirmé leur volonté de renforcer les relations politiques, économiques, scientifiques et culturelles, ainsi que leur coopération en matière de sécurité face aux menaces terroristes et au banditisme transfrontalier. Ils ont également convenu de lever les obstacles entravant les relations bilatérales, en particulier la réouverture de la frontière entre le Bénin et le Niger. À cette fin, un comité d'experts a été institué pour identifier les difficultés existantes et formuler des propositions, dont les travaux [ont abouti](#) à la production d'un rapport remis aux autorités des deux pays le 16 juin 2026. Le ministre nigérien de l'Intérieur [a rencontré](#), à Cotonou, le 20 juin 2026, le comité d'expert en question et a évoqué deux conditions préalables à la réouverture de la frontière.

## Burkina Faso

### Visite d'une délégation de la BAfD pour l'élaboration du Document de stratégie pays 2027 – 2031

Du 4 mai au 8 mai 2026, une délégation de la Banque africaine de développement (BAfD) [s'est rendue](#) au Burkina Faso en vue de la préparation du Document de stratégie pays (DSP) 2027 – 2031. Les priorités identifiées pour le prochain DSP sont la résilience économique, les infrastructures, la transformation économique, l'appui au secteur privé et une meilleure exécution des projets, en lien avec le pilier 4 du Plan national de développement. Cette visite a également été l'occasion de revenir sur le DSP 2022 – 2026, qui a déjà permis l'approbation de 13 projets et qui permettrait l'approbation de 2 projets supplémentaires d'ici fin 2026. Pour information, au 30 avril 2026 le portefeuille actif du Burkina Faso compte 19 projets dans 5 secteurs pour un montant global de 956,1 M USD. L'âge moyen du portefeuille s'élève à 3,9 ans et le taux moyen de décaissement est de 20,4 %.

## Cap-Vert

### La production industrielle en hausse de 6,5 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2026

Selon l'Institut national de statistique (INE), l'indice de la production industrielle du Cap-Vert [a progressé](#) de 6,5 % en glissement annuel au T1 2026. Cette performance est principalement portée par les industries extractives (+39,7 % en g.a), suivies des industries de la collecte et distribution d'eau (+8,2 %), de l'électricité et du gaz (+7 % en g.a) et manufacturières (+6,2 % en g.a). Par ailleurs, l'emploi industriel a progressé de 3,8 % en g.a et les heures travaillées de 3,7 % en g.a au T1 2026, tandis que les rémunérations brutes ont augmenté de 5 % sur la même période.



## Côte d'Ivoire

### Murphy Oil annonce sa première découverte pétrolière dans l'offshore

Le 22 juin 2026, Murphy Oil Corporation [a annoncé](#) une découverte sur le puits Bubale-1X (dans le bloc CI-709) troisième et dernier puits de sa campagne d'exploration ivoirienne. Une évaluation préliminaire aurait ainsi permis de relever la présence d'un pétrole léger de haute qualité. D'autres évaluations sont prévues pour le second semestre 2026 afin de statuer sur le potentiel commercial. Murphy Oil détient une participation de 90 % dans le bloc CI-709, les 10 % restants appartenant à la Société Nationale d'Opérations Pétrolières de Côte d'Ivoire (PETROCI).

### Clôture du programme FMI 2023-2026 avec un décaissement de 832,8 M USD

Le 24 juin 2026, le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) [a approuvé](#) les dernières revues du programme au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) et du Mécanisme élargi de crédit (MEDC), ainsi que de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD), permettant un décaissement d'un montant total de 832,8 M USD en faveur de la Côte d'Ivoire. La mise en œuvre du programme a été jugée solide : tous les engagements dans le cadre du programme ont été intégralement satisfaits. Le taux de croissance est estimé à 6,5 % en 2025 et projetée à 6 % en 2026. Le déficit budgétaire a été ramené à 3 % du PIB en 2025 ; la dette publique a reculé pour la première fois en plus de dix ans et le risque de surendettement a été reclassé de "modéré" à "faible". Pour 2026, le déficit budgétaire devrait se creuser à 3,8 % du PIB en raison de la guerre au Moyen-Orient, avec un retour sous 3 % attendu en 2028. Pour rappel, l'accord FEC/MEDC avait été approuvé par le FMI en mai 2023 pour un montant de 2,6 Md DTS (400 % du quota ou 3,5 Md USD) et l'accord FRD en mars

2024 pour un montant de 975,6 M DTS (150 % du quota ou 1,3 Md USD).

## Guinée

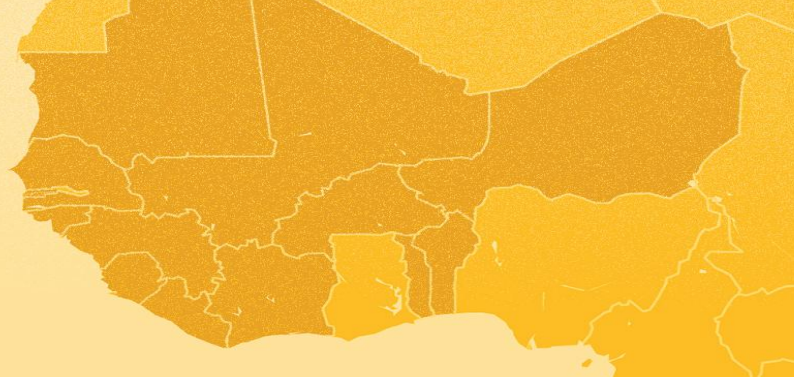
### Le pays veut accélérer la transformation locale de ses ressources aurifères

Le 19 juin 2026, le Président de la République de Guinée [a annoncé](#) le lancement de la Nimba Gold Refinery. Implantée à Conakry, l'infrastructure permettra le raffinage, la certification et la traçabilité de l'or produit en Guinée avant son exportation. Cette annonce s'accompagne d'une nouvelle mesure majeure pour le secteur : l'interdiction de l'exportation de l'or brut. Désormais, l'ensemble de la production aurifère destinée aux marchés internationaux devra être préalablement transformée sur le territoire national. Les opérateurs ne respectant pas cette nouvelle réglementation s'exposeront à des sanctions pouvant aller jusqu'à la suspension de leurs agréments. Le Gouvernement souhaite ainsi renforcer le contrôle de la chaîne de commercialisation de l'or et augmenter les recettes fiscales ainsi que les entrées de devises. Cette orientation s'inscrit plus largement dans la politique d'industrialisation et de transformation locale des matières premières, avec l'ambition de développer un véritable écosystème industriel autour des ressources minières du pays.

## Guinée-Bissau

### Signature d'un accord avec United Nigeria Airlines pour relancer la compagnie aérienne nationale

Le 15 juin 2026, le gouvernement bissau-guinéen [a signé](#) un protocole d'accord avec la compagnie nigériane United Nigeria Airlines en vue de la création d'une compagnie aérienne



nationale, dénommée "Air Bissau". Basée à l'aéroport international Osvaldo Vieira de Bissau, l'accord prévoit que la future compagnie ait le statut de transporteur national, et vise à renforcer la connectivité aérienne du pays avec les marchés régionaux et internationaux. Dans le cadre de ce partenariat, United Nigeria Airlines assurera l'essentiel des investissements nécessaires au lancement de la compagnie et fournira un appui technique, opérationnel et aéronautique, ainsi qu'un accompagnement en matière de formation et de développement des compétences locales. Pour mémoire, ce partenariat intervient près de 28 ans après la liquidation d'Air Bissau en 1998 à la suite de difficultés opérationnelles et financières. Le lancement de la nouvelle compagnie s'inscrit dans la stratégie des autorités visant à moderniser le secteur de l'aviation civile et à renforcer l'intégration du pays aux réseaux aériens régionaux et internationaux.

## Libéria

### Accord au niveau des services au titre de la 4<sup>e</sup> revue FEC et de la 1<sup>ère</sup> revue FRD

Du 10 au 23 juin 2026, une mission du Fonds monétaire international (FMI) [s'est rendue](#) à Monrovia dans le cadre de la 4<sup>e</sup> revue du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC) et de la 1<sup>ère</sup> revue de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD). À l'issue de la mission, les services du FMI ont indiqué avoir trouvé un accord avec les autorités sur les politiques soutenant la 4<sup>e</sup> revue du programme FEC, les discussions devant se poursuivre dans les prochains jours. Le FMI relève une performance satisfaisante du programme et anticipe une croissance de 5,5 % en 2026, portée par l'expansion de la production de minerai de fer, ainsi que des secteurs manufacturiers et de la construction. L'inflation s'est établie à 5,3 % en g.a. en mai, contre 4,0 % à fin 2025, tandis que les performances budgétaires demeureront conformes aux

objectifs du programme grâce aux progrès de la mobilisation des recettes domestiques. Le déficit courant atteindrait toutefois 18 % du PIB en 2026, contre 7 % du PIB en 2025, sous l'effet de la hausse des importations de carburants et de biens d'équipement liés aux investissements miniers.

## Mauritanie

### Accord de 669 M USD avec ACWA Power pour la construction d'une centrale électrique

Le 24 juin 2026, le Conseil des Ministres mauritanien [a approuvé](#) les contrats du projet de centrale électrique à cycle combiné au gaz de N'Diogo (230 MW). Porté par le groupe saoudien ACWA Power, ce projet prévoit la création d'une société de droit mauritanien chargée de la conception, du financement, de la construction, de l'exploitation et de la maintenance de l'infrastructure et sera régi par deux contrats principaux : (i) un partenariat public-privé entre le Gouvernement et la société de projet et (ii) un contrat d'achat d'électricité entre la SOMELEC et la société de projet. D'un coût estimé à 669 M USD, la future centrale [sera alimentée](#) par le champ gazier transfrontalier Grand Tortue Ahmeyim (GTA). Pour assurer l'interconnexion du site, l'État financera la construction d'un gazoduc, tandis que la Somelec déploiera une ligne électrique à haute tension.

## Sénégal

### Mission technique du FMI à Dakar, les discussions s'orientent vers un nouveau programme

Une équipe du Fonds monétaire international [s'est rendue](#) à Dakar du 15 au 19 juin 2026 pour évaluer la situation macroéconomique et discuter des réformes à venir avec les autorités.



Les discussions ont porté sur l'impact de la guerre au Moyen-Orient sur les finances publiques, les besoins de financement pour le reste de l'année, le renforcement des filets sociaux et les réformes de gouvernance. Si la croissance du PIB réel a atteint 6,7 % en 2025 et le déficit budgétaire s'est réduit de 13,4 % en 2024 à 6,4 % en 2025, le FMI souligne que les vulnérabilités budgétaires et d'endettement demeurent élevées. Les autorités ont réaffirmé leur intérêt pour un nouveau programme, qui devrait inclure des mesures de consolidation budgétaire, de gestion de la dette et de gouvernance publique.

### Recul mensuel des exportations en avril 2026, porté par la contraction des ventes de pétrole brut

Selon un rapport de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD), les exportations sénégalaises [ont atteint](#) 547,7 Md FCFA (835 M EUR) en avril 2026, en recul de 23,2 % par rapport au mois précédent. Ce repli s'explique principalement par la chute des ventes de pétrole brut (-39,1 %) et d'acide phosphorique (-71,1 %). Les importations ont quant à elles progressé de 3,1 % par rapport au mois précédent pour s'établir à 546,1 Md FCFA (832,5 M EUR) en avril 2026. Le solde excédentaire de la balance des biens s'est ainsi fortement réduit, atteignant 1,5 Md FCFA (2,3 M EUR) contre 183,8 Md FCFA (280,2 M EUR) le mois précédent.

### Plus de 120 M EUR d'engagements annoncés à l'issue de la visite officielle du président Faye en Allemagne

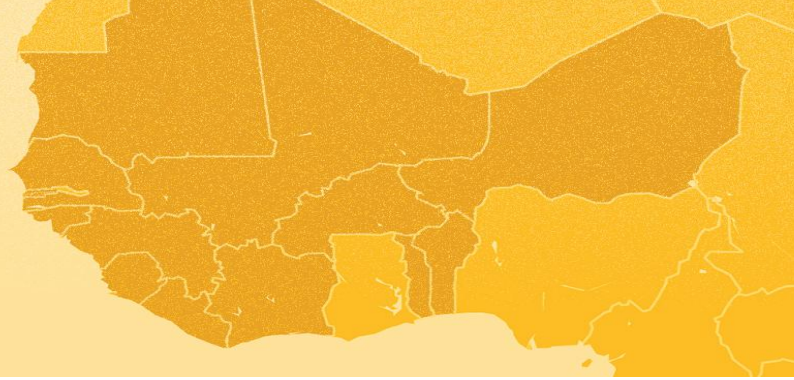
A l'occasion de sa [visite officielle en](#) Allemagne du 21 au 23 juin 2026, le président Bassirou Diomaye Faye [a conclu](#) plusieurs accords avec des partenaires allemands, dans les domaines de l'électrification rurale, de la santé, de l'industrie, de la formation des jeunes et de la transformation agricole. Parmi les principaux accords, figurent une enveloppe de 20 M EUR

de la banque allemande de développement (KfW) pour la transformation durable des PME sénégalaises et leurs investissements verts, un programme de 100 M EUR pour le stockage frigorifique et la réduction des pertes agricoles, ainsi que des projets portant sur la production locale de matériel de dialyse (2 M EUR) et une chaîne de valeur pour les véhicules utilitaires électriques légers.

## Sierra Leone

### Décaissement de 31,7 M USD au titre de la 3<sup>e</sup> revue FEC et approbation d'un nouvel accord FRD

Le 18 juin 2026, le Conseil d'Administration du Fonds monétaire international (FMI) [a approuvé](#) la 3<sup>e</sup> revue du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC), autorisant un décaissement de 23,3 M DTS (31,7 M USD) et portant le total des décaissements au titre du programme en cours à 116,7 M DTS (158,6 M USD). Le Conseil a simultanément approuvé un nouvel accord au titre de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD) de 155,6 M DTS (211,5 M DTS) sur une période de 18 mois, aligné avec la durée restante de l'accord FEC. Ce nouveau financement vise à renforcer la résilience de l'économie face aux chocs climatiques et à soutenir la stabilité extérieure, notamment à travers l'amélioration de la gestion des investissements publics sensibles au climat, la résilience climatique et la stabilité financière. Les services du FMI jugent la performance du programme en amélioration, bien que plusieurs cibles n'aient pas été atteintes. Ils indiquent notamment que le resserrement des politiques macroéconomiques a contribué à stabiliser le taux de change, réduire l'inflation et les coûts d'emprunt, tout en favorisant la reprise du crédit au secteur privé. Cependant, la couverture des réserves de change reste faible (2,7 mois d'importation) et le risque de surendettement demeure élevé. En 2026, la



croissance devrait baisser à 4 % (contre 5 % en 2025), tandis que l'inflation de fin d'année devrait atteindre 11,6 % (contre 4,3 % en 2025)

## Togo

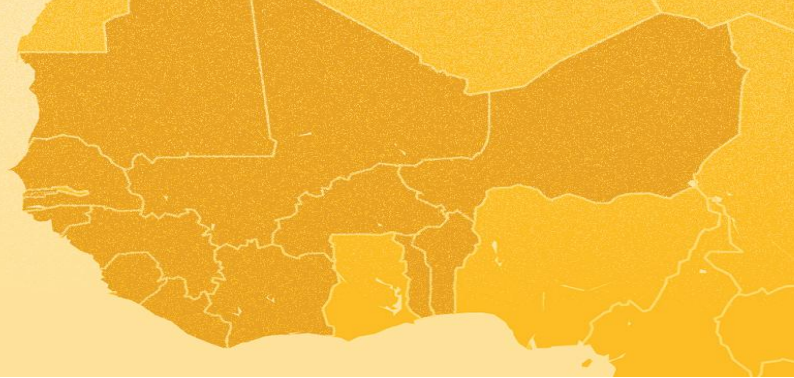
### 200 M USD de la Banque mondiale pour améliorer les services logistiques et de transport

Le 16 juin 2026, la Banque mondiale [a approuvé](#) un financement de 200 M USD de l'Association internationale de développement pour le Programme d'amélioration des services logistiques et de transport (PASLT), conçu pour positionner le Togo en tant que pôle principal de transport et de logistique de la sous-région. Ce programme est axé sur (i) la réhabilitation de la ligne ferroviaire entre le Port autonome de Lomé et la Plateforme industrielle d'Adetikopé, (ii) l'amélioration de la mobilité urbaine dans le Grand Lomé et (iii) le renforcement de la connectivité entre les zones agricoles à fort potentiel et les marchés. Il permettra d'améliorer la compétitivité des filières agro-alimentaires en désenclavant les zones de production, de soutenir l'emploi et le développement des chaînes de valeur et d'attirer les investissements privés. Ce programme bénéficiera à 2,2 M d'habitants dans le Grand Lomé et à plus de 400 000 habitants dans les zones rurales dont 51 % de femmes.

### 108,3 M EUR pour la sécurité alimentaire

Le 23 juin 2026, l'Africa Finance Corporation [a approuvé](#) un financement souverain de 108,3 M EUR pour renforcer la sécurité alimentaire du Togo par la modernisation du secteur agricole. D'une durée de dix ans, ce financement permettra de soutenir l'achat, l'assemblage et la distribution de machines et d'équipements agricoles essentiels. Le programme appuie la stratégie nationale de

transformation agricole du Togo, via le Programme de modernisation de l'agriculture togolaise, conçu pour améliorer la productivité agricole, renforcer la sécurité alimentaire et accélérer la commercialisation de la production agricole. Pour rappel, l'agriculture constitue un axe central de l'économie togolaise, [représentant](#) environ 60 % de la main d'œuvre et 21,5 % du PIB.



## Publications

Retrouvez ci-dessous les liens des dernières publications régionales des indicateurs de développement, et chiffres clés.

Chiffres clés	Indicateurs de développement
<a href="#">Bénin</a>	<a href="#">Bénin</a>
<a href="#">Burkina Faso</a>	<a href="#">Burkina Faso</a>
<a href="#">Cap-Vert</a>	<a href="#">Cap-Vert</a>
<a href="#">Côte d'Ivoire</a>	<a href="#">Côte d'Ivoire</a>
<a href="#">Gambie</a>	<a href="#">Gambie</a>
<a href="#">Guinée</a>	<a href="#">Guinée</a>
<a href="#">Guinée-Bissau</a>	<a href="#">Guinée-Bissau</a>
<a href="#">Libéria</a>	<a href="#">Libéria</a>
<a href="#">Mali</a>	<a href="#">Mali</a>
<a href="#">Mauritanie</a>	<a href="#">Mauritanie</a>
<a href="#">Niger</a>	<a href="#">Niger</a>
<a href="#">Sénégal</a>	<a href="#">Sénégal</a>
<a href="#">Sierra Leone</a>	<a href="#">Sierra Leone</a>
<a href="#">Togo</a>	<a href="#">Togo</a>

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : [abidjan@dgtresor.gouv.fr](mailto:abidjan@dgtresor.gouv.fr) & suivez notre page [LinkedIn](#)